

**DÉCLARATION OBLIGATOIRE À SOUSCRIRE PAR LE PRESTATAIRE DANS LE CADRE DE LA LOI
SUR LE TRAVAIL DISSIMULÉ ET L'EMPLOI D'ÉTRANGERS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE**

Cocher les cases correspondant à votre cas et compléter les pointillés :

Je soussigné (Nom et prénom)

Représentant de l'entreprise

domiciliée

Immatriculée au RCS de

Immatriculée au répertoire des métiers de

sous le numéro

ARTICLE 1 - ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR :

Atteste sur l'honneur que :

1° L'entreprise que je représente

- a déposé auprès de l'administration fiscale l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires dans les délais légaux et, le cas échéant le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (*lorsque l'entreprise n'est pas tenue de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° de l'article 8222-5 du Code du travail*)

- a procédé à l'ensemble des déclarations nécessaires auprès de l'inspection du travail et s'engage à respecter ses obligations en matière d'emploi et de rémunération.

ET

2° s'engage à ce que les prestations ou travaux ne soient réalisées qu'avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du travail.

ARTICLE 2 - PIÈCES A ANNEXER À LA PRÉSENTE DÉCLARATION

Remets en annexe à la présente déclaration, conformément à l'article 8222-5 du Code du travail (cochez devant la situation correspondant à la situation) :

Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois ;

Une attestation datant de moins de 6 mois, prouvant le paiement des taxes et contributions dues au Trésor public.

Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) datant de moins de 3 mois (*si l'inscription au registre du commerce et des sociétés est obligatoire*)

Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (*si l'inscription au répertoire des métiers est obligatoire*)

Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (*si l'inscription est en cours*)



La liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail établie à partir du registre unique du personnel mentionné à l'article L. 1221-13 précisant pour chaque salarié affecté à l'exécution du contrat, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS

M'engage indépendamment de toute clause contraire aux autres documents contractuels :

à ne pas sous-traiter mes prestations en tout ou partie sans avoir demandé et obtenu l'autorisation écrite et préalable. La demande d'autorisation devra être accompagnée des documents identiques à ceux mentionnés ci-dessus relatifs au sous-traitant pressenti.

à renouveler la communication de l'ensemble des documents et de la présente déclaration tous les six mois.

J'ai été informé que je m'expose en cas de non-respect des dispositions et engagements visés par la présente attestation à la résiliation de mon contrat, de plein droit et sans indemnité dans les 48 heures de l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse.

Fait à, le

En un exemplaire original.

Signature et cachet.